



Panorama de l'Industrie Pétrolière

15 février 2005



UNION FRANÇAISE DES INDUSTRIES
PÉTROLIÈRES



Actualité Pétrolière 2004

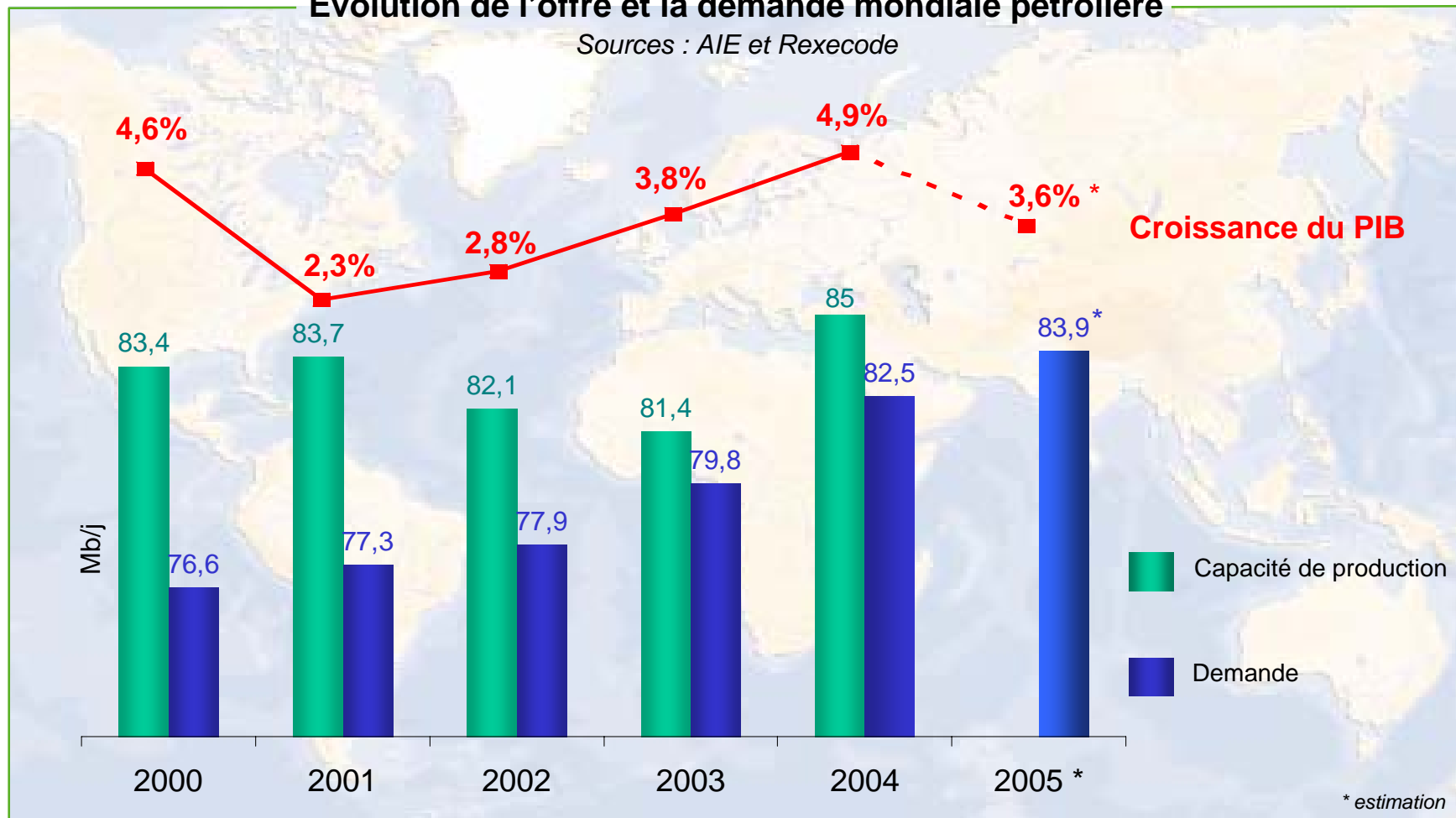


PIB MONDIAL ET DEMANDE EN BRUT

Croissance record en 2004 tirée par la Chine et l'Inde

Évolution de l'offre et la demande mondiale pétrolière

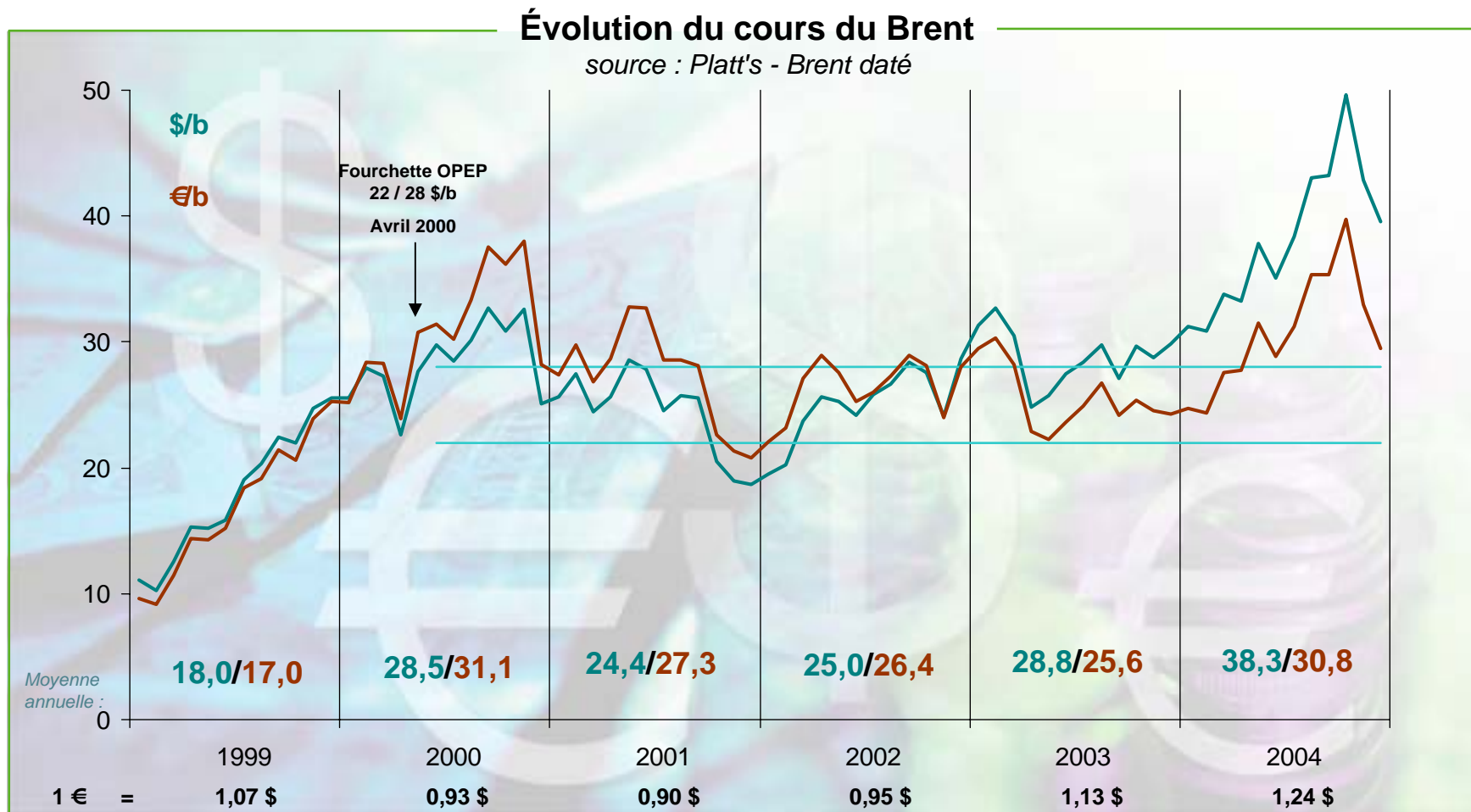
Sources : AIE et Rexecode



PIB 2004 : Chine : 9,2% - Inde : 6,5% - États-Unis : 4,4% - Europe des 15 : 1,7%

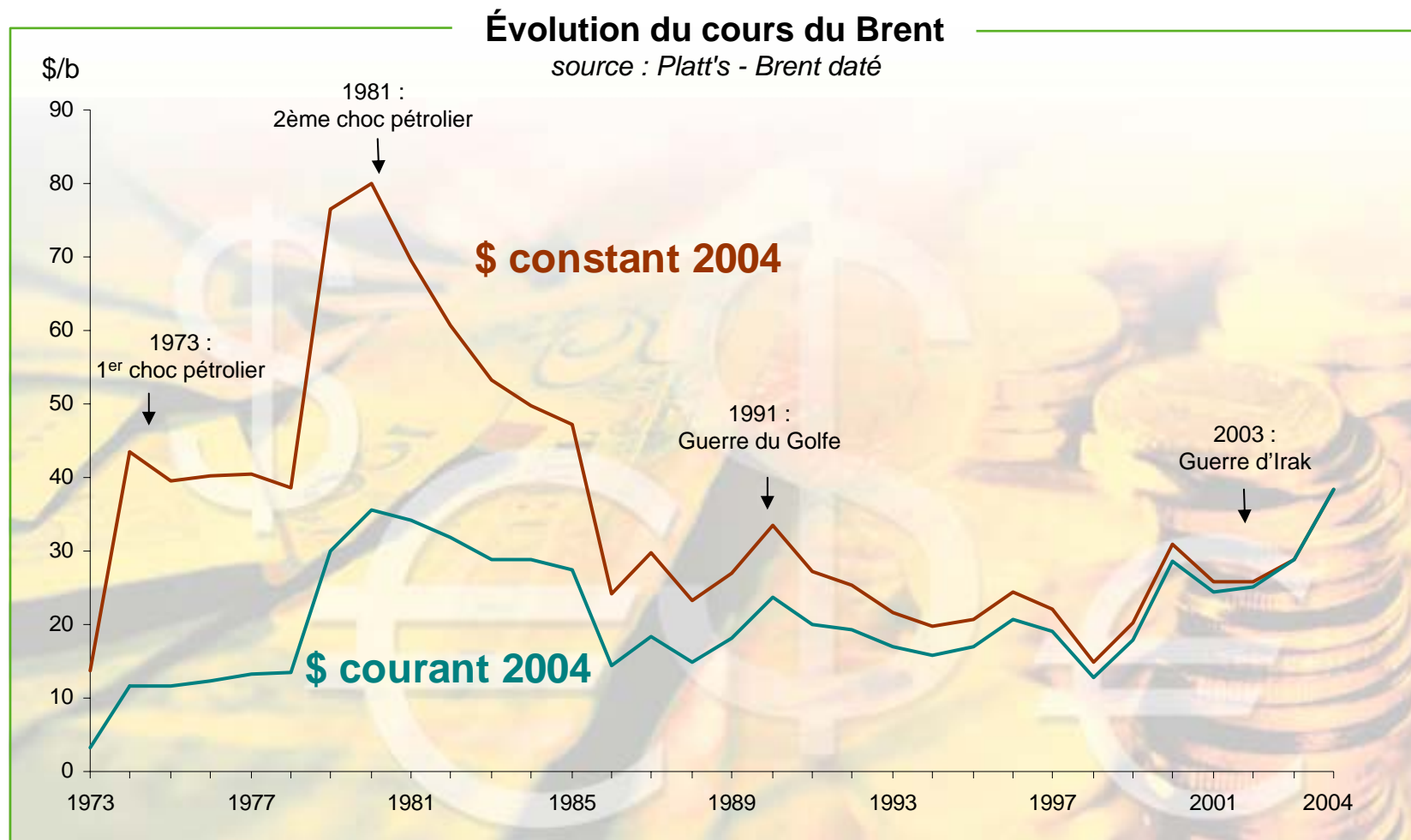
PETROLE BRUT EN 2004 : PRIX DU BARIL RECORD EN \$

En dessous de la moyenne 2000 en euros



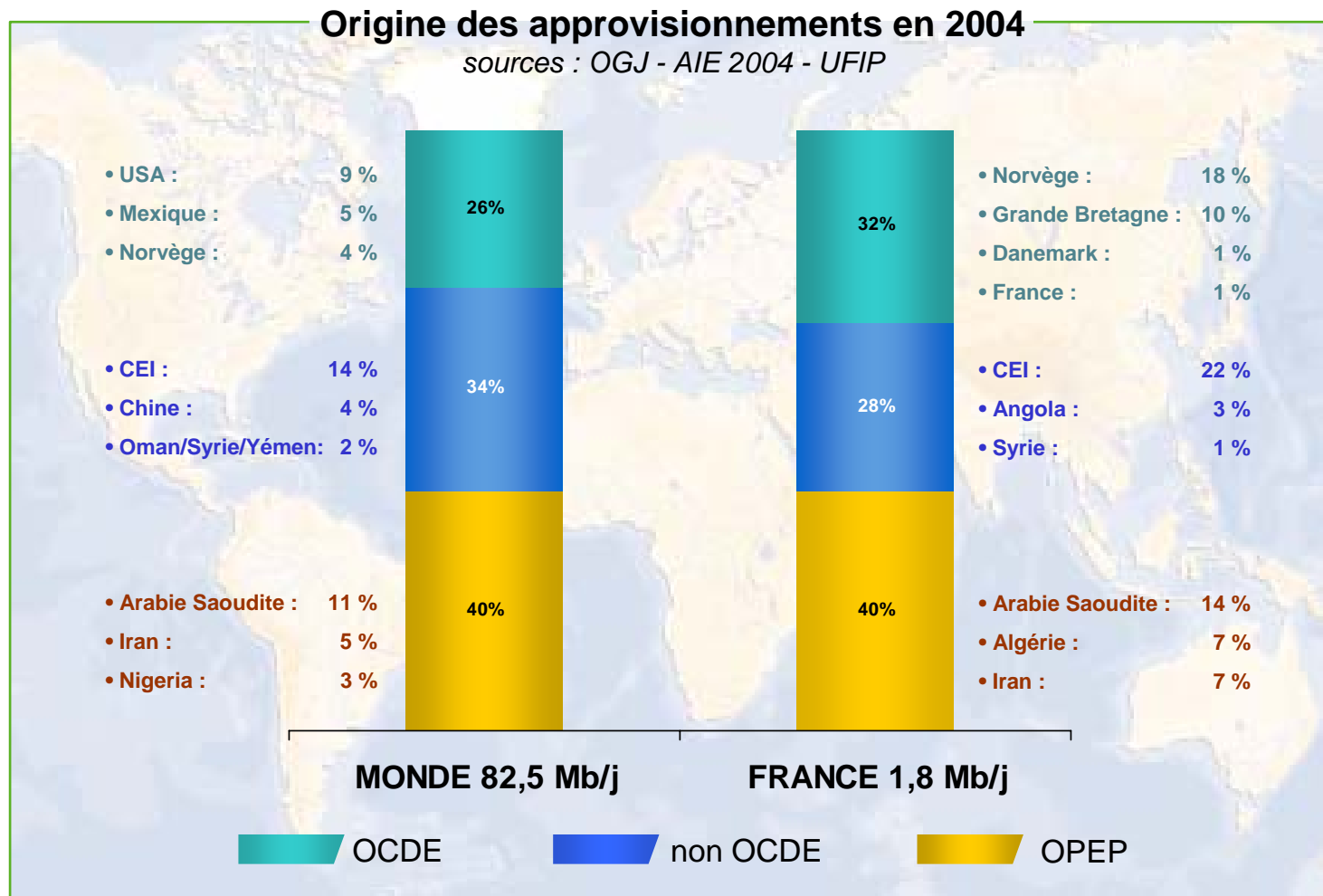
PETROLE BRUT EN 2004 : PRIX DU BARIL RECORD EN \$

En dessous du niveau du 1^{er} choc pétrolier en dollar constant



APPROVISIONNEMENT PÉTROLIER

OPEP : un acteur incontournable

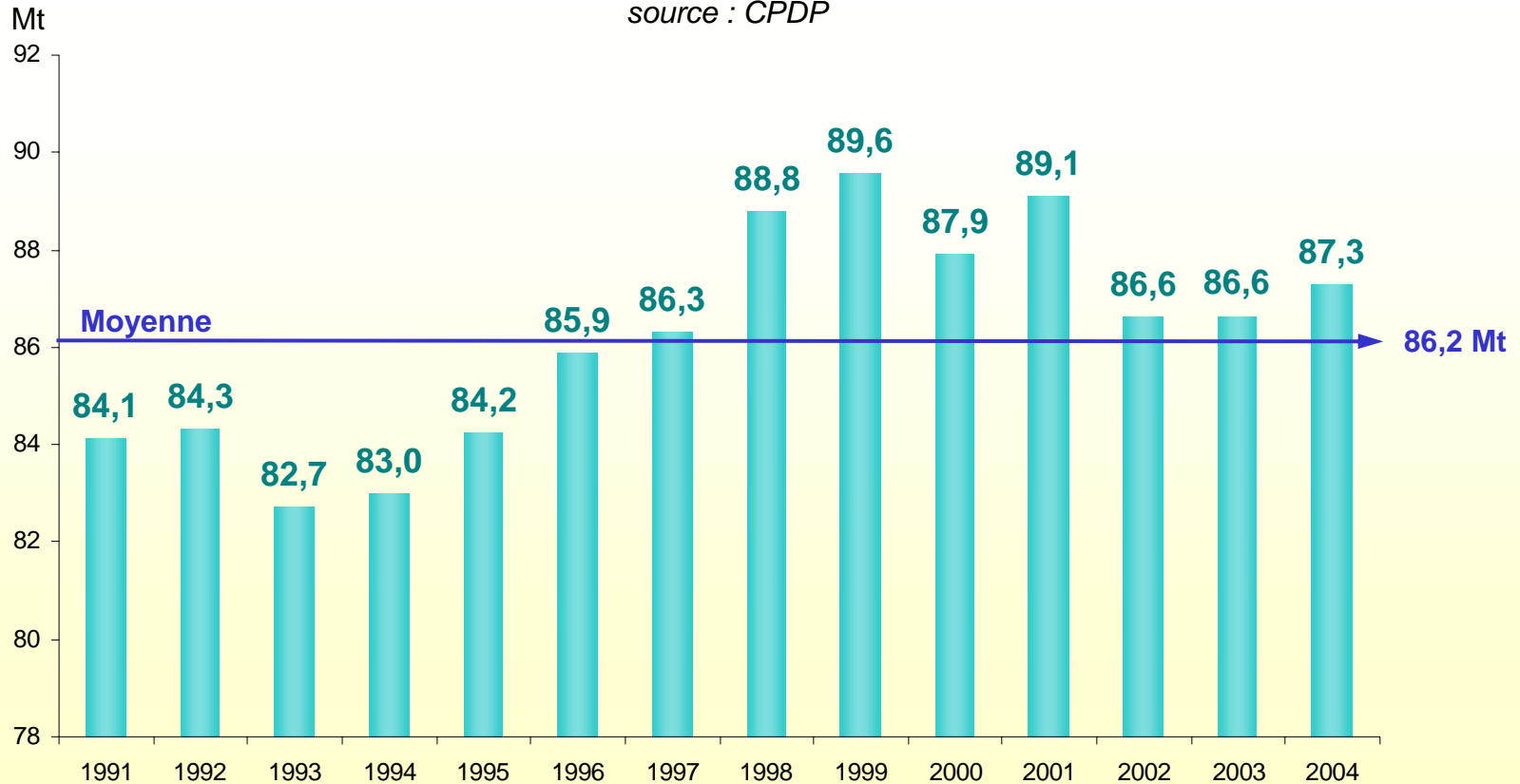


DEMANDE FRANCAISE EN PRODUITS PÉTROLIERS

Stable depuis plus de 10 ans

Évolution de la demande française en produits pétroliers

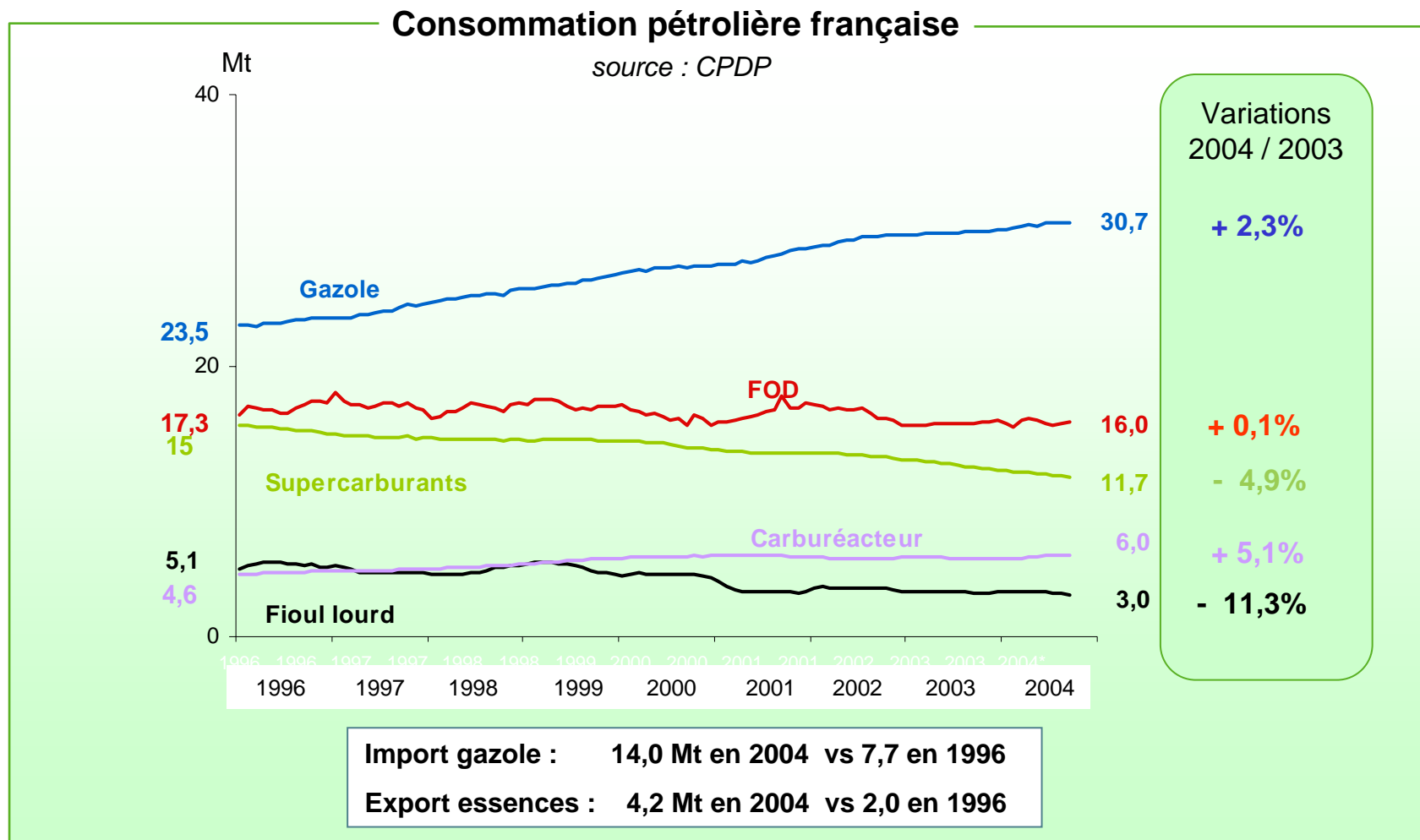
source : CPDP



* dont 48,7% carburants auto

CONSOMMATION PAR PRODUIT

Poursuite de la croissance gazole, chute de la demande essences

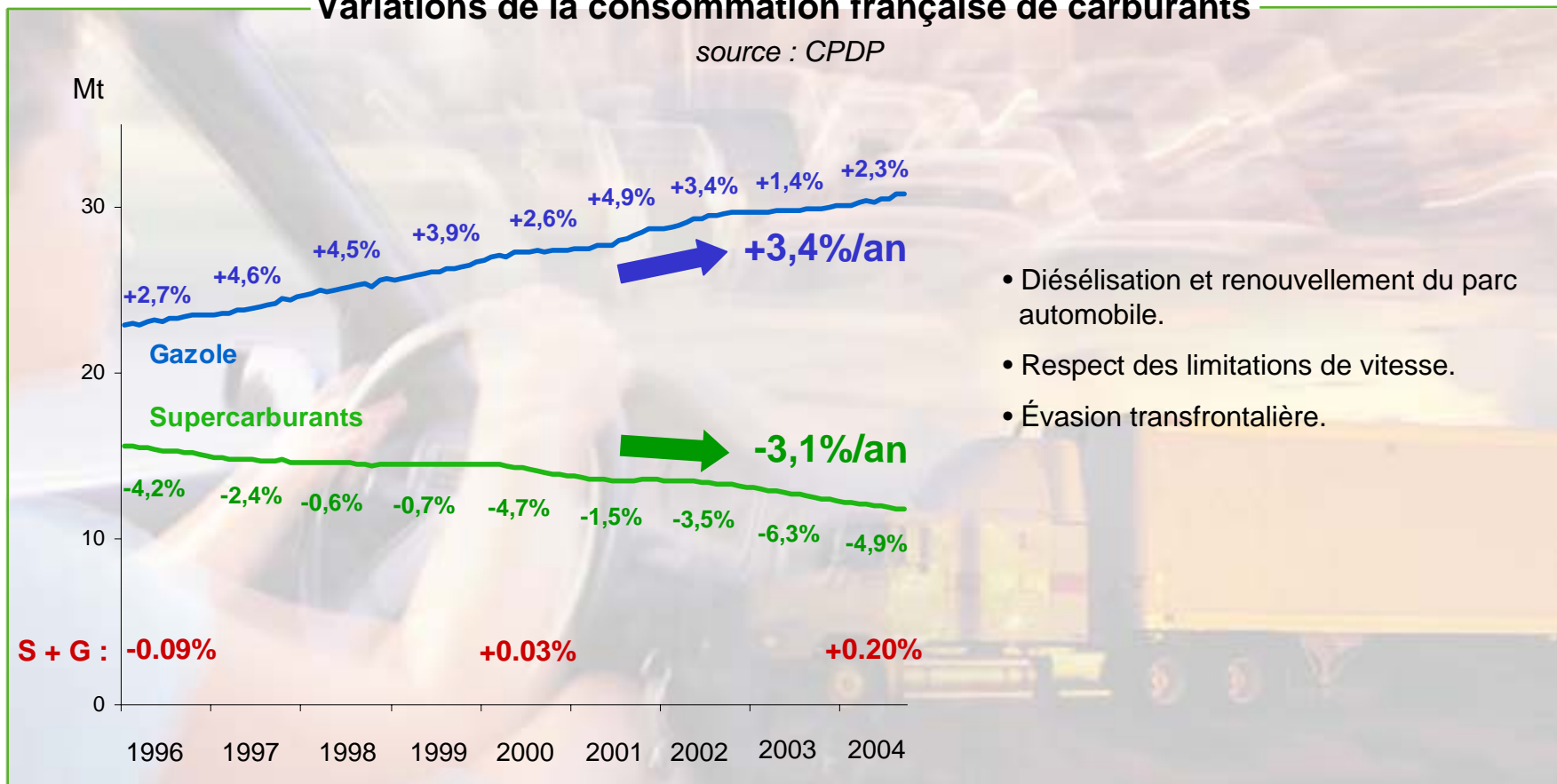


CONSOMMATION DE CARBURANTS

2003 : - 0.97% , 2004 : + 0.20%

Variations de la consommation française de carburants

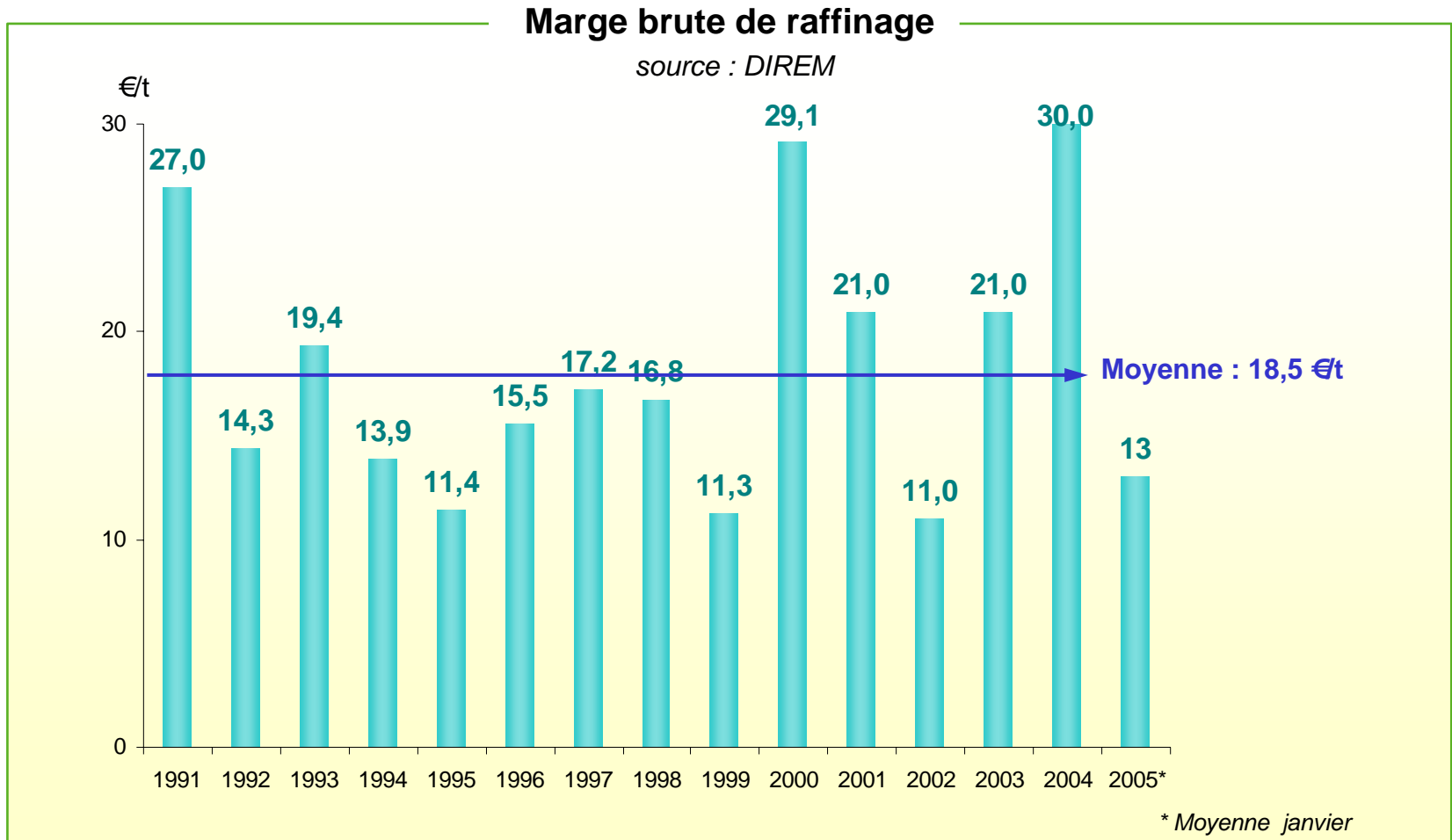
source : CPDP



- Diésélisation et renouvellement du parc automobile.
- Respect des limitations de vitesse.
- Évasion transfrontalière.

MARGE BRUTE DE RAFFINAGE

Cyclique et élevée en 2004

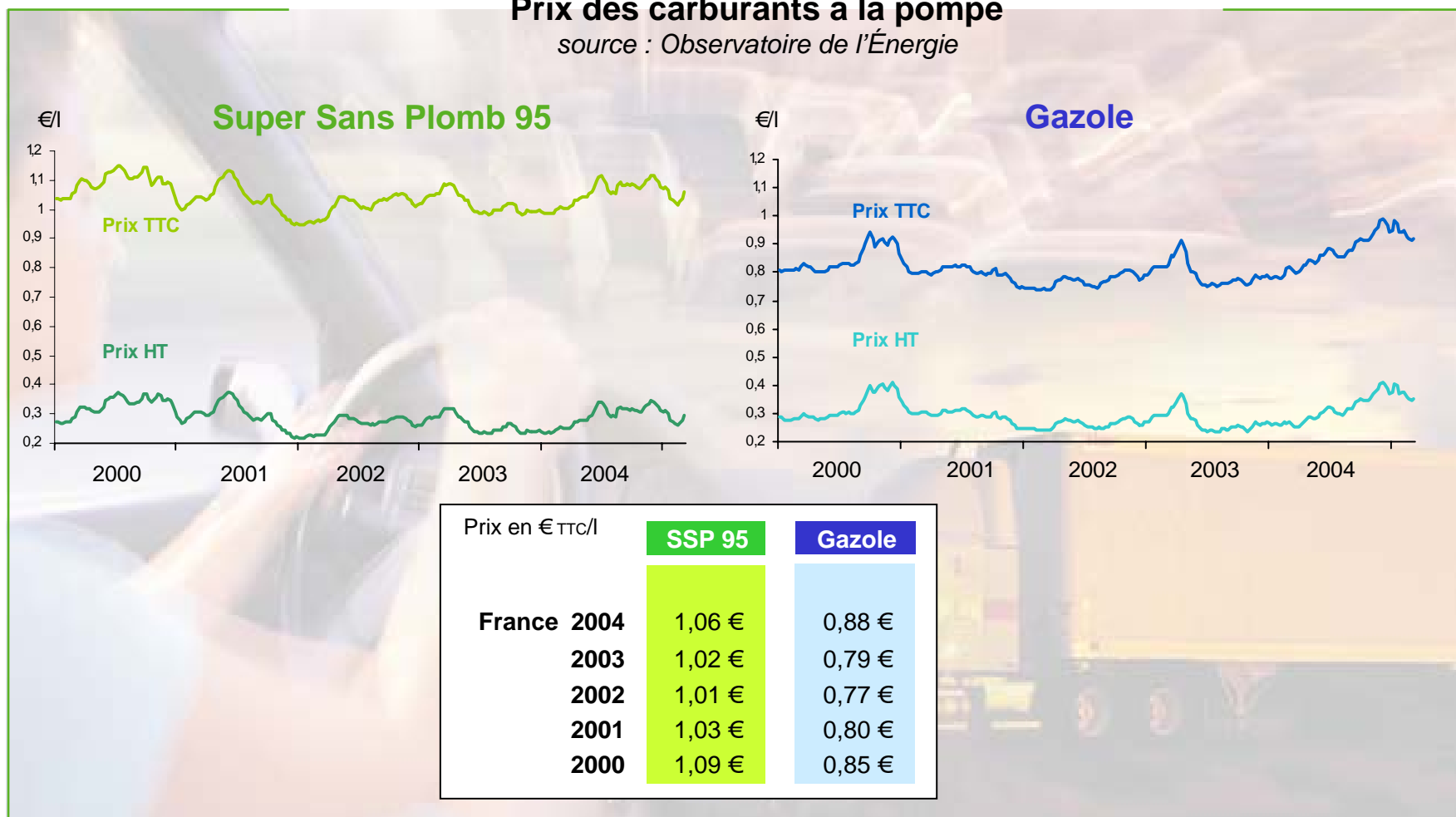


PRIX À LA POMPE EN FRANCE : STABLES DE 2001 À 2003

Au niveau de 2000 en 2004 avec des tensions sur le gazole

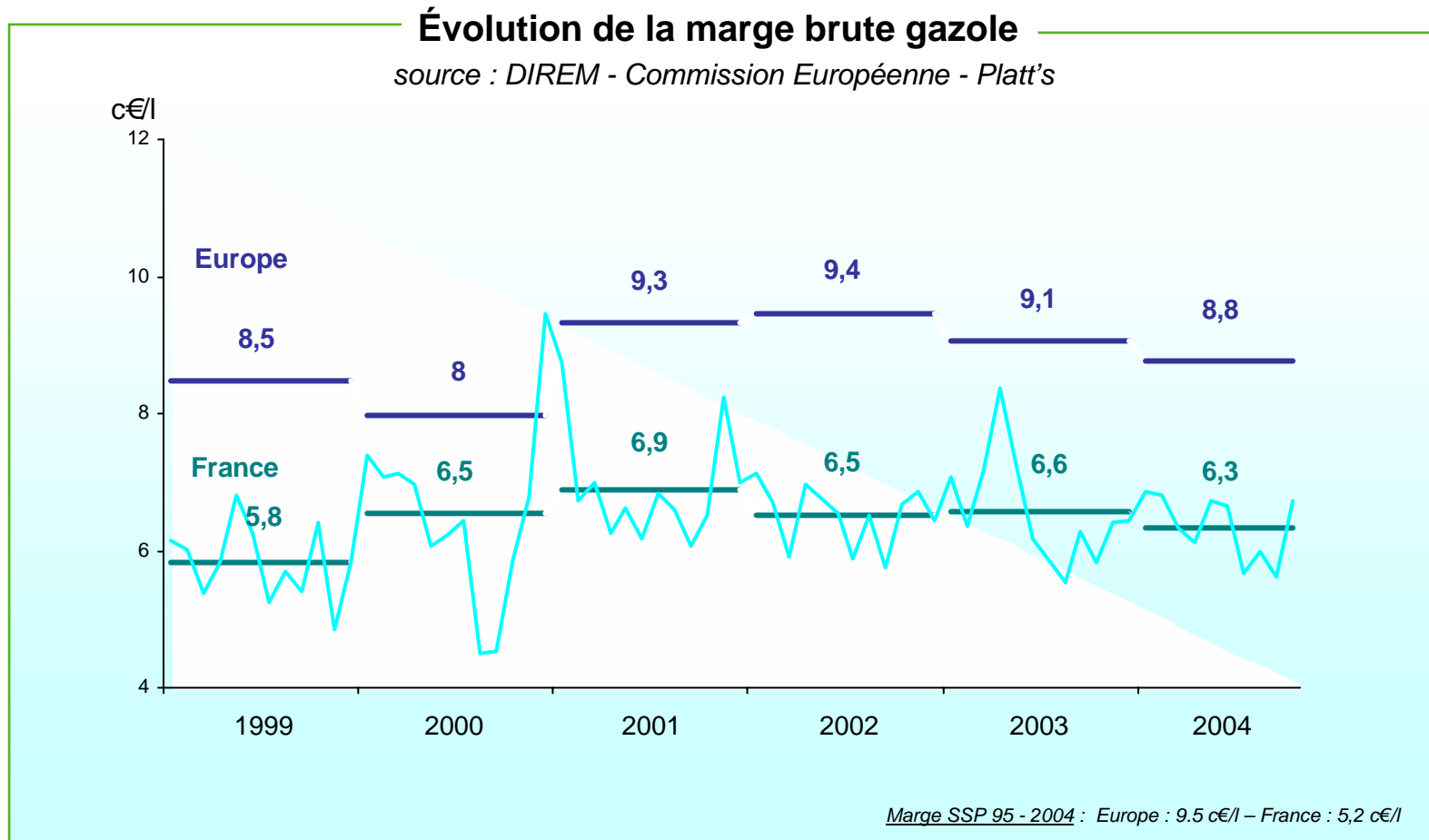
Prix des carburants à la pompe

source : Observatoire de l'Énergie



MARGE BRUTE DE DISTRIBUTION

En recul et toujours à un niveau inférieur à la moyenne européenne

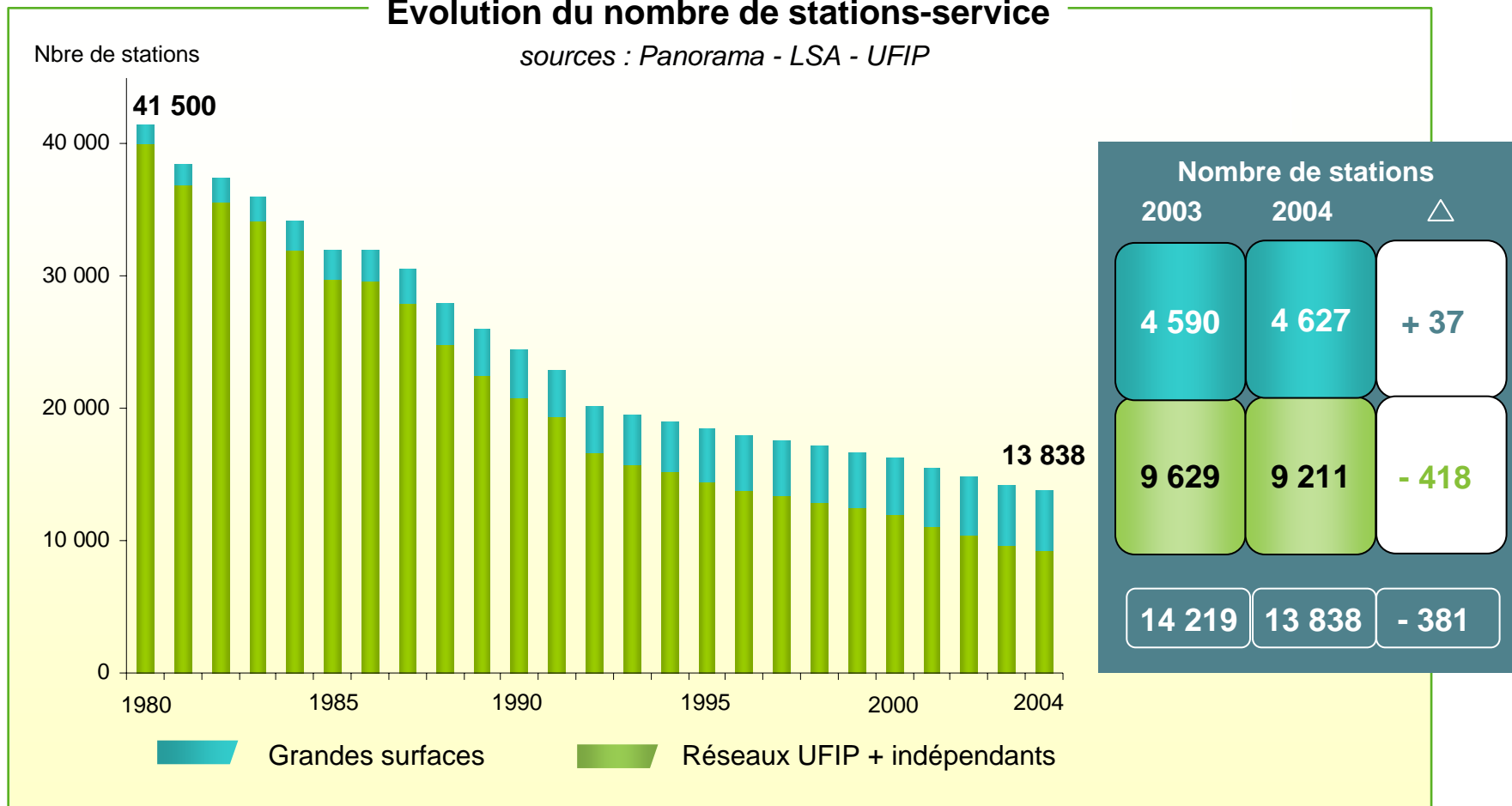


NOMBRE DE STATIONS-SERVICE

En diminution constante depuis 1980

Évolution du nombre de stations-service

sources : Panorama - LSA - UFIP



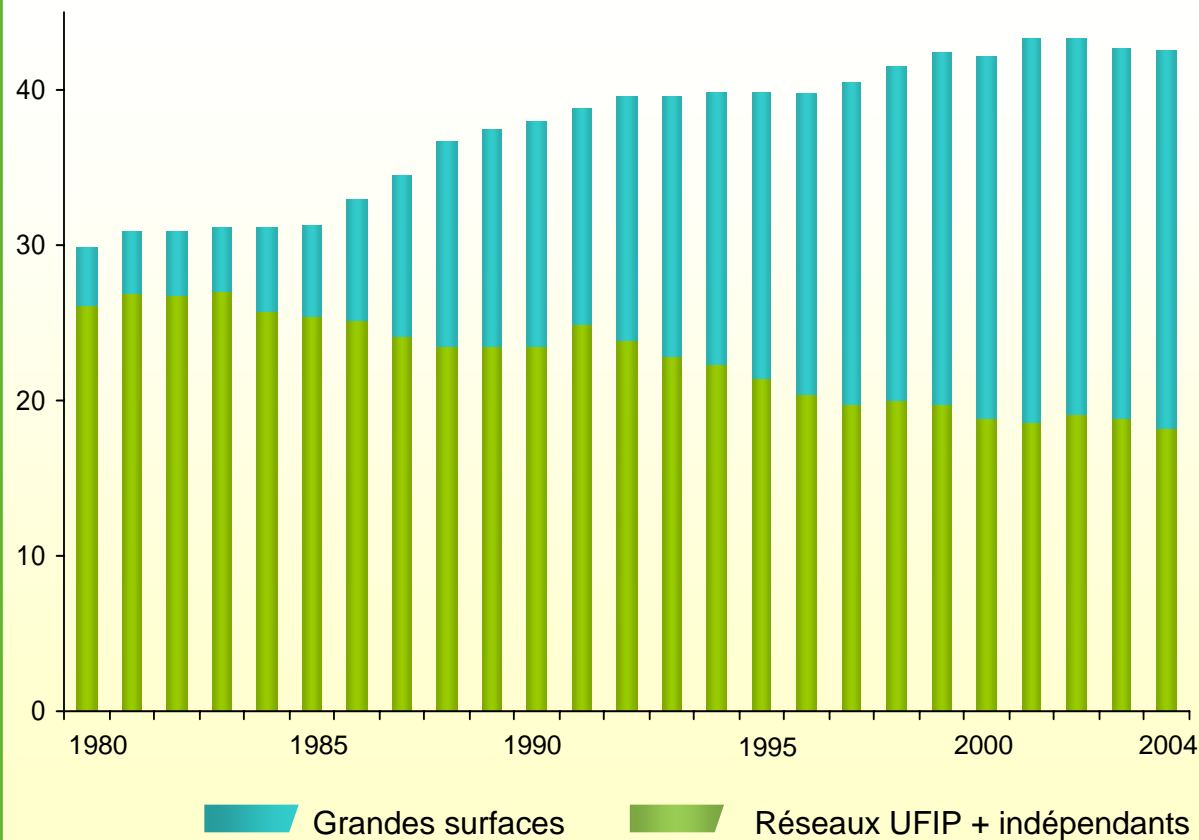
LES EVOLUTIONS DU MARCHE S'ACCOMPAGNENT

d'une stabilisation des parts de marché

Évolution des ventes réseaux

source : UFIP

Millions de m³



Parts de marché

2001 2002 2003 2004

57 %

56 %

56 %

57 %

43 %

44 %

44 %

43 %

**Sous le signe de l'environnement :
3 dossiers majeurs en 2005**



Carburants sans soufre



CARBURANTS SANS SOUFRE

Introduction progressive entre 2005 et 2009

Teneur maximum en soufre des carburants disponibles à la pompe

En ppm	2004	2005	2009
SSP 98	150	10	10
SSP 95	150	50	10
Gazole	350	50 et 10	10

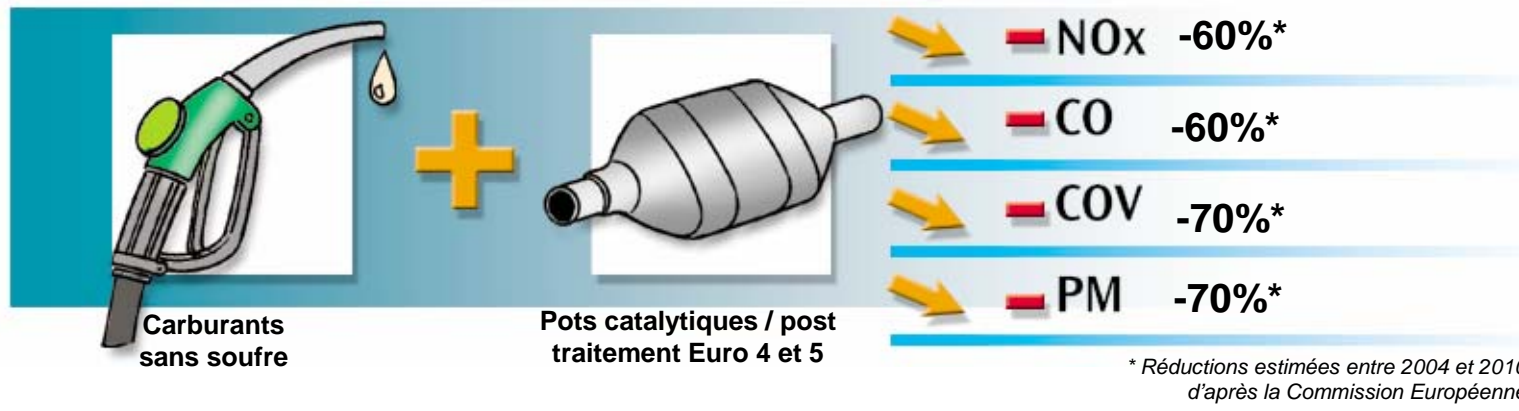
Les carburants bas soufre et sans soufre

- **Compatibles** avec tous les véhicules.
- **Préservent** encore mieux l'environnement.

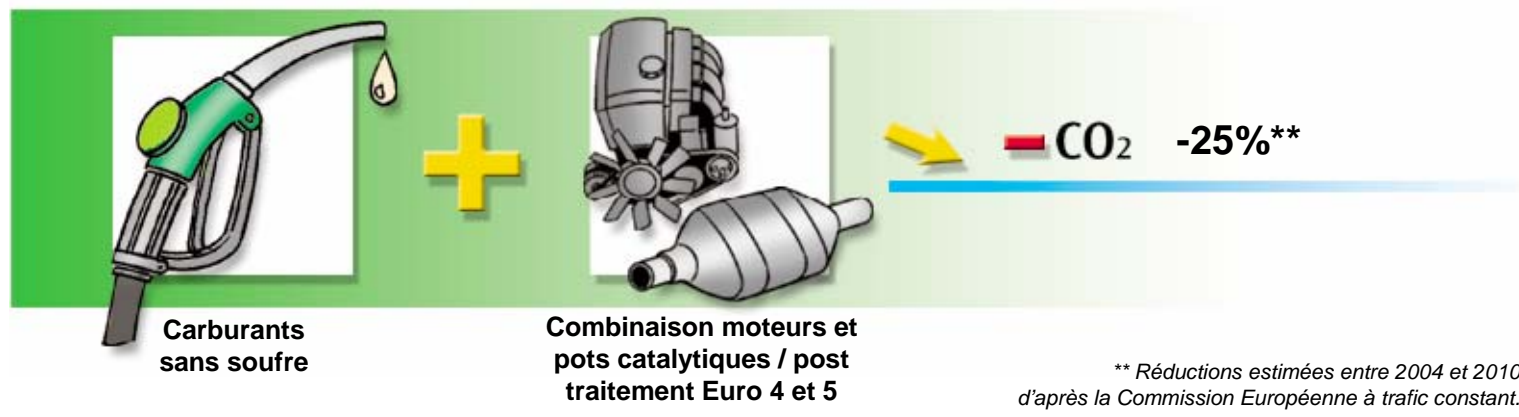
CARBURANTS SANS SOUFRE

Dans l'optique d'un environnement mieux préservé

Les émissions de gaz polluants quasiment éliminées à partir de 2010



Les émissions de CO₂, gaz à effet de serre, abaissées à horizon 2010



NOx : oxyde d'azote - CO : monoxyde de carbone - COV : composés organiques volatils - PM : particules diesel - CO₂ : gaz carbonique

Investissements 2004/2009 :

2 milliards d'euros



Quotas CO₂



ÉMISSIONS DE CO₂ EN FRANCE

492 Mt en 2003

Origine des émissions de CO₂

Source : Citepa

Divers (1%)

Autres transports (2%)

Transports routiers (26%)

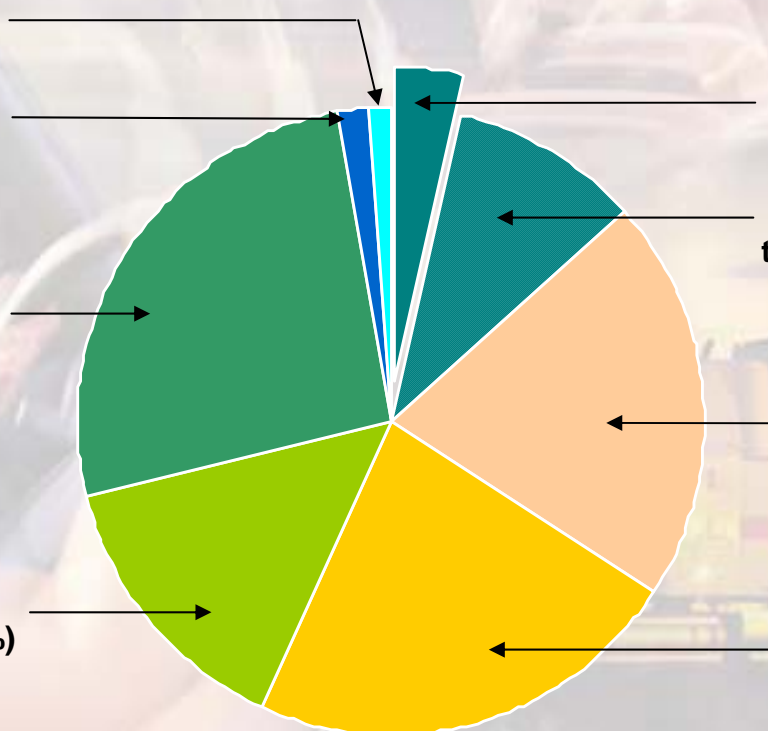
Agriculture / sylviculture (14%)

Industrie pétrolière (4%)

Autres industries de transformation d'énergie (10%)

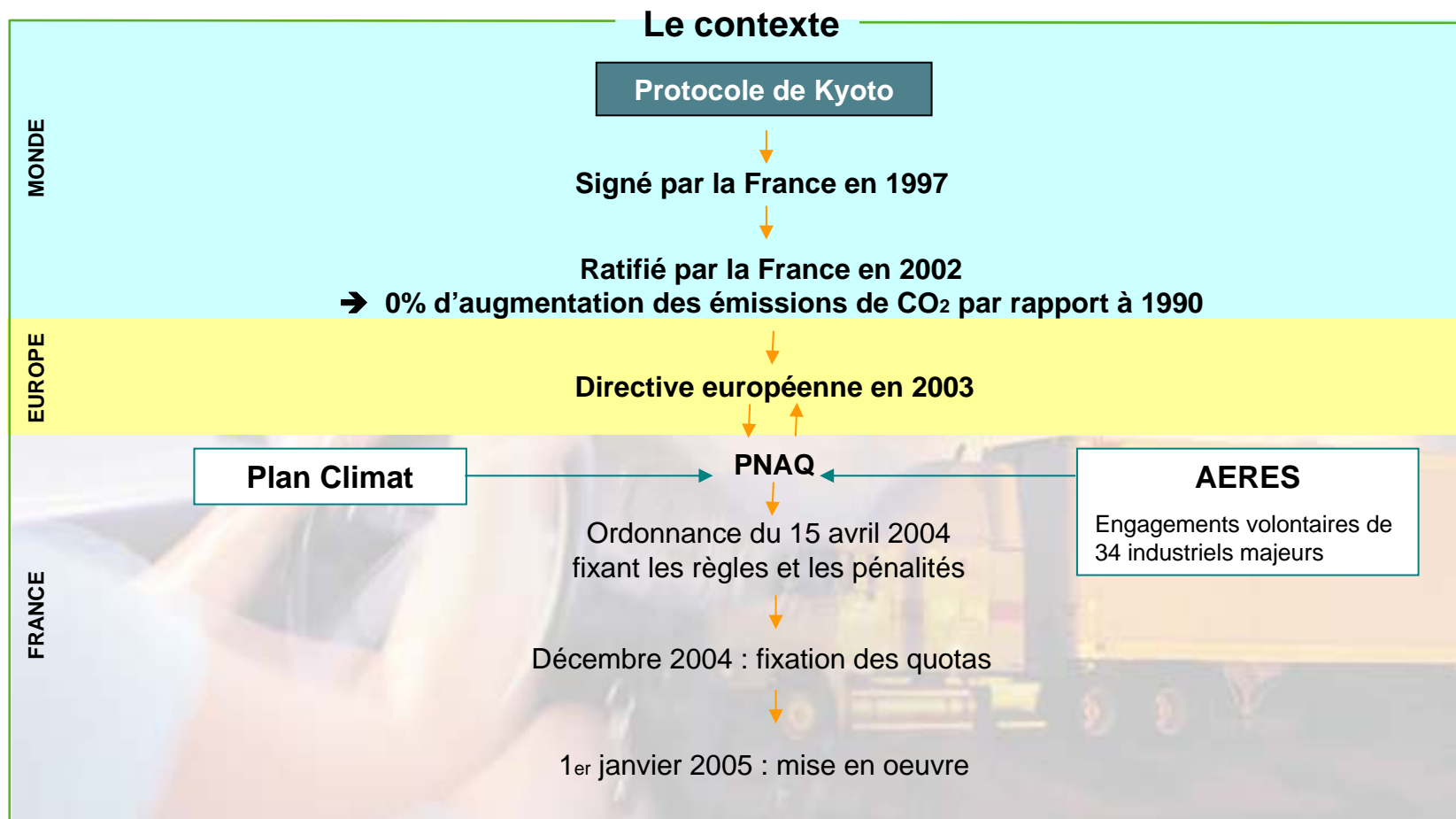
Industries manufacturières (21%)

Résidentiel / tertiaire (22%)



LES QUOTAS CO₂

Kyoto : le point de départ




QUOTAS CO₂ EN FRANCE

2005, année de mise en oeuvre

Grands principes

- 1. Quota global d'émissions CO₂ fixé pour le secteur industriel de l'énergie en France : 67 Mt/an**
 - **2005/2007: quota d'émissions des 12 raffineries en France fixé à 19.36 Mt/an**
 - **Émissions en légère augmentation par rapport à 2003 (18.3 Mt en 2003)**
 - Prévission d'un volume de brut plus important à traiter
 - Passage aux carburants sans soufre
- 2. Pénalité en cas de non respect :**
 - 2005 / 2007 : **40€ la tonne**
 - A partir de 2008 : **100€ la tonne**
- 3. A établir :**
 - le marché mondialisé,
 - la comptabilité,
 - le cours d'échange des quotas CO₂.

Quelques quotas CO₂ européens : Allemagne : 365 Mt/an, Angleterre : 196 Mt/an



Biocarburants



BIOCARBURANTS

Carburants d'origine végétale

2 bases majoritairement utilisées en France :

- Alcool éthylique ou éthanol principalement issu de **betteraves**, de **blé** et de **maïs**.
- Huiles de **Colza**, **tournesol**, **soja**...

Pour obtenir des carburants, ces bases doivent être transformées :



DIRECTIVE EUROPÉENNE

Un taux d'incorporation indicatif global

- La Directive 2003 / 30 / CE fixe **un objectif d'incorporation indicatif** de biocarburants sans distinction entre biodiesel et éthanol de :

- **2005 : 2%**

- **2010 : 5,75%**

TRANSPOSITION DE LA DIRECTIVE EUROPÉENNE EN FRANCE

Obligation d'incorporation de biodiesel et d'éthanol / ETBE assortie de pénalités

Loi de Finances 2005

1- Taxation des opérateurs mettant à la consommation sur la base de :

- **1,2%** des volumes d'essences et de gazole en **2005**
- **1,5%** **2006**
- **3%** **2007**
- **4%** **2008**
- **5%** **2009**
- **5,75%** **2010**

2- Exonération de cette taxe proportionnellement aux taux d'incorporation effectifs.

ANNONCE GOUVERNEMENTALE 2.2.2005 : DE NOUVEAUX AGREMENTS

pour atteindre l'objectif de 3% d'incorporation de biocarburants en 2007

Agréments 2004 :

Filière éthanol :	111 kt	→	0.9 %	} 1 %
Filière biodiesel :	387 kt		1.1 %	

Nouvelles capacités/agréments 2005 / 2007 : 800 000 t supplémentaires

Filière éthanol :	+ 320 kt	→	3.4 %	} 2 %
Filière biodiesel :	+ 480 kt		1.5 %	

Horizon 2007 :

Filière éthanol :	431 kt	→	4.3 %	} 3 %
Filière biodiesel :	867 kt		2.6 %	

L'industrie pétrolière est favorable à l'utilisation de biocarburants.



- **Energie renouvelable**
- **Réduction des émissions de CO₂**
- **Réduction de la dépendance énergétique de la France pour le gazole**

MAIS ...

La transposition française de la Directive Européenne est inadaptée



- **La loi française ne respecte pas la flexibilité donnée au niveau européen et s'est transformée en une obligation d'incorporation par filières :**

- Aggravation des déséquilibres essences/gazole
- Infaisabilité liée à l'obligation d'incorporation spécifique d'éthanol
- Distorsion de concurrence aux niveaux européen et français

Surcoût pour les consommateurs

- **La loi est inapplicable en l'état :**

- Impossibilité de mesurer la teneur en biocarburants au moment de la mise à la consommation car cela impliquerait d'analyser chaque livraison ce qui est infaisable (*plus de 3 000 000 d'analyses par an !*)
- Blocage de la logistique de distribution
- Agréments insuffisants pour tenir l'obligation biodiesel

L'UFIP

**demande la création
d'une mission d'expertise
pour examiner la faisabilité et
les conditions de mises en œuvre de la loi.**